



## **PREAVIS N° 06-2014**

DU 18 AOUT 2014

CONCERNANT

### **L'ARRETE D'IMPOSITION POUR L'ANNEE 2015**

---

#### **LA MUNICIPALITE DE PUIDOUX AU CONSEIL COMMUNAL**

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

L'arrêté d'imposition pour l'année 2014, adopté par le Conseil communal dans sa séance du 31 octobre 2013, sera échu le 31 décembre prochain. Il a été validé par le Conseil d'Etat dans sa séance du 27 novembre 2013 avec un taux de 68 % de l'impôt cantonal de base.

Conformément à la Loi sur les impôts communaux du 5 décembre 1956 (Etat au 01.07.2013 – en vigueur -), les arrêtés d'imposition doivent être soumis à l'approbation du département en charge des relations avec les communes après avoir été adoptés par les conseils communaux. Le délai pour le dépôt de l'arrêté d'imposition de l'année 2015 a été fixé au 03 novembre 2014.

<b>Appréciation de la Municipalité.</b>
---

L'approche en vue de l'établissement de l'arrêté d'imposition 2015 n'est pas simple, mais nous relevons les points suivants :

- Les négociations entre l'UCV, l'AdCV et l'Etat au sujet de la Police et de la facture sociale pourraient avoir des répercussions dans le meilleur des cas en 2017.

- La réforme de la fiscalité vaudoise des entreprises va réduire les revenus des impôts de cette catégorie de 1/3 jusqu'en 2020.
- Les futurs investissements scolaires liés à la nouvelle loi scolaire vont engendrer des dépenses supplémentaires importantes.
- En 2014, un nouveau mode de financement de l'élimination des déchets a été mis en place par l'ACPRS, mais ce n'est qu'à la fin du présent exercice que nous en connaissons les effets.

La situation des finances de notre commune n'est pas préoccupante à l'heure actuelle. La vision à moyen terme est également soutenable.

La préoccupation réside sur l'incidence des futurs investissements sur le budget de fonctionnement, ainsi que sur le niveau de l'endettement. Comme vous le savez, il s'agit de dépenses d'investissements nécessaires pour répondre aux exigences de la LEO (Loi sur l'enseignement obligatoire).

Au vu de ce qui précède, la Municipalité vous propose le statut quo pour l'arrêté d'imposition 2015 et la reconduction du taux du coefficient de l'impôt communal à 68 % de l'impôt cantonal de base.

---

# CONCLUSIONS

Vu ce qui précède, la Municipalité prie le Conseil communal de Puidoux de prendre la décision suivante :

## LE CONSEIL COMMUNAL DE PUIDOUX

- Vu** le préavis municipal No. 06-2014 du 18 août 2014 sur l'Arrêté d'imposition pour l'année 2015 ;
- Oui** le rapport de la Commission de gestion ;
- Vu** que l'objet a été porté à l'ordre du jour ;

## DECIDE

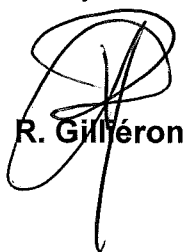
Sous réserve des dispositions légales nouvelles

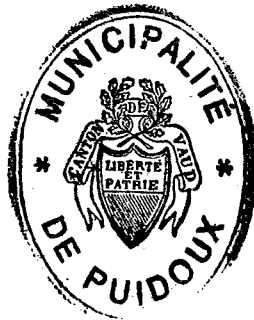
## D'ADOPTER

L'Arrêté d'imposition pour l'année 2015 sur la base du préavis municipal No. 06-2014 et la reconduction du taux du coefficient de l'impôt communal à 68 % de l'impôt cantonal de base.

## AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

  
R. Gilléron



La Secrétaire

  
B. Berger

A retourner en 4 exemplaires daté et signé  
à la préfecture pour le 3 novembre 2014

District de Lavaux-Oron  
Commune de Puidoux

# ARRETE D'IMPOSITION

## pour l' année 2015

Le Conseil communal de Puidoux

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

**arrête :**

**Article premier** - Il sera perçu pendant 1an, dès le 1er janvier 2015, les impôts suivants :

**1 Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 68 % (1)

**2 Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 68 % (1)

**3 Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 68 % (1)

**4 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées.**

Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le  
revenu, le bénéfice et l'impôt minimum

Néant

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

**5 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles.**

Immeubles sis sur le territoire de la commune :	par mille francs	1.15 Fr.
Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art.20 LCom) :	par mille francs	0.50 Fr.

**Sont exonérés :**

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

**6 Impôt personnel fixe.**

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : Néant

**Sont exonérés :**

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

**7 Droits de mutation, successions et donations**

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :		
	par franc perçu par l'Etat	50 cts
b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)		
en ligne directe ascendante :	par franc perçu par l'Etat	Néant
en ligne directe descendante :	par franc perçu par l'Etat	Néant
en ligne collatérale :	par franc perçu par l'Etat	100 cts
entre non parents :	par franc perçu par l'Etat	100 cts

**8 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).**

par franc perçu par l'Etat 50 cts

**9 Impôt sur les loyers.**

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble.)

Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune pour-cent du loyer Néant

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes Néant

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

10 **Impôt sur les divertissements.**

Sur le prix des entrées et des places payantes : Néant  
ou Néant

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

**Exceptions :**

.....

10bis **Tombolas** (selon art.15 et 25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos) : 50 cts  
**Lotos** (selon art.25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos): 50 cts

*Limité à 6% : voir les instructions*

11 **Impôt sur les chiens.** par franc perçu par l'Etat  
(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens.) ou par chien 100 Fr.

Catégories : Néant

Exonérations : les bénéficiaires de prestations complémentaires AVS/AI sont exonérés de cet impôt

**Article 2.** - Il sera perçu pendant la période fixée à l'article premier, en centimes additionnels aux autres impôts cantonaux prévus par la loi annuelle d'impôt :

12 **Impôt sur les patentes de tabac.** par franc perçu par l'Etat 100 cts

13 **Taxe sur la vente des boissons alcooliques** par franc perçu par l'Etat Néant  
(selon art. 53a, 53e et 53i de la loi sur les auberges et débits de boissons LADB)

Taxe d'exploitation perçue auprès des titulaires d'autorisation simples de débits de boissons alcooliques à l'emporter.

*Limité à 0.8% du chiffre d'affaires moyen : voir les instructions*

*Choix du système de perception* **Article 3.-** Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'Administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38 a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, LICom).

*Échéances* **Article 4.-** La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

Paie ment - Inté rêts de retard	<b>Article 5.</b> - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 5 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 12 al. 1)
Remises d'impôts	<b>Article 6.</b> - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.
Infractions	<b>Article 7.</b> - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.
Soustractions d'impôts	<b>Article 8.</b> - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 7 fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.
Commission communale de recours	<b>Article 9.</b> - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux
Recours au Tribunal cantonal	<b>Article 10.</b> - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.
Paie ment des impôts sur les successions et donations par dation	<b>Article 11.-</b> Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 " <i>sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations</i> " modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

**Ainsi adopté par le Conseil communal dans sa séance du 11 septembre 2014**

**Le président :**

**le sceau :**

**La secrétaire :**

**Chappuis Gérald**

**Brigitte Borloz**

**Approuvé par le Conseil d'Etat dans sa séance du .....**

**(voir copie de la décision et publication FAO annexées)**